



Leonardo da Vinci



KIT

LE MARCHE DU TRAVAIL EUROPEENNE

Service Européen de L' Agence Fédérale pour l'Emploi

(ALLEMAGNE)

SOMMAIRE

1. Introduction

2. Marché du travail au niveau européen et national

2.1 Le marché du travail européen

2.2 Les marchés du travail nationaux (Partenaires d'Ergo-in-Net)

2.2.1 France

2.2.2 Allemagne

2.2.3 Italie

2.2.4 Royaume-Uni

2.2.5 Pologne

3. Annexes

1. Introduction

Les informations relatives aux marchés du travail représentent un outil important pour les spécialistes de l'orientation professionnelle au niveau national comme au niveau européen. D'une part, en raison du « rôle de rapprochement » joué par les conseillers auprès des personnes qui bénéficient de leurs recommandations ; des conseils qu'ils donnent en matière de planification de carrière, de formation ou concernant les possibilités d'étude ainsi que les opportunités réelles et concrètes sur le marché du travail. D'autre part, les changements encore plus rapides – et également les écarts de développement existant sur les différents marchés du travail nationaux en Europe – nécessitent une constante actualisation des nombreuses informations dont ont besoin les spécialistes de l'orientation professionnelle.

Nous mettrons l'accent dans ce chapitre sur deux niveaux différents d'informations relatives au marché du travail et qui sont étroitement corrélées les unes avec les autres. Nous nous intéresserons tout d'abord au marché européen dans son ensemble, considéré dans le cadre du processus d'intégration régional. De nombreux facteurs, parmi lesquels le renforcement de l'Union européenne, le processus d'élargissement et l'élaboration des politiques en matière de marché du travail ainsi que les objectifs communs au niveau européen (à savoir la Stratégie de Lisbonne), contribuent à souligner l'existence et l'importance d'un marché européen transnational. Ces trois facteurs jouent un rôle important dans le cadre de cette analyse.

Le deuxième niveau d'informations sur le marché du travail se rapporte aux états membres pris individuellement. Selon les caractéristiques et les conditions nationales, chaque pays fait face aux défaillances de son marché du travail avec des politiques et des moyens sensiblement distincts, de sorte que les engagements européens peuvent être pris de façons très différentes. Les informations relatives au marché du travail en France, en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et en Pologne vont être présentées ci-après dans le cadre de synthèses systématiques.

2. Marché du travail au niveau européen et national

2.1 Le marché du travail européen

Ce qu'il est convenu d'appeler la Stratégie de Lisbonne a été adoptée en 2000 à Lisbonne au Portugal, par le Conseil européen et vise à faire de « l'économie de l'UE la plus dynamique et la plus compétitive du monde » d'ici l'échéance de l'année 2010. Les principales orientations de cette stratégie sont les suivantes : renouveau économique, social et environnemental ainsi que développement durable. La Stratégie de Lisbonne repose très largement sur les concepts économiques de l'innovation comme véritable moteur des changements économiques, « l'économie apprenante », le renouveau économique et social.¹

La « Stratégie Européenne pour l'Emploi » (maintenant SEE) joue un rôle de tout premier plan dans la mise en oeuvre des objectifs en matière d'emploi de la Stratégie de Lisbonne. A l'intérieur de ce cadre, les Etats membres s'engagent à promouvoir de façon équilibrée, trois objectifs primordiaux et étroitement liés : le plein emploi, l'amélioration de la qualité et de la productivité au travail ; le renforcement de la cohésion et de l'intégration sociales.²

¹ Se reporter à la Commission Européenne , "La Stratégie de Lisbonne", p. 1, http://europa.eu.int/comm/employment_social/emplweb/news/news_en.cfm?id=81.

² See Communication from the Commission to the Council, Draft Joint Employment Report 2004/2005, Bruxelles, 27/1/2005, p. 4, www.eu.int/comm/employment_social/employment_strategy/report_2004/jer20045_en.pdf.

Le processus de Lisbonne est aujourd'hui à mi-chemin et les résultats ne s'avèrent pas très satisfaisants. Les trois objectifs de la Stratégie Européenne pour l'Emploi (SEE) n'ont récemment connu que des progrès très limités :³

- **Parvenir au plein emploi** : Tout particulièrement au Danemark, en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas, en Hongrie et au Royaume-Uni, les périodes de chômage deviennent plus courtes et les postes vacants sont pourvus plus rapidement. Il apparaît néanmoins qu'en conséquence de la récession économique prolongée, l'augmentation du taux d'emploi global a atteint un point mort, avec un taux dans l'Europe des 25 stagnant à 63% en 2003 (55% pour les femmes et 40% pour les travailleurs plus âgés). Ainsi l'objectif de la Stratégie de Lisbonne qui vise un taux d'emploi de 70% pour l'année 2010 semble de plus en plus difficile à tenir. C'est le taux d'emploi des travailleurs plus âgés qui a le plus grand écart à combler pour atteindre l'objectif de 50% pour l'année 2010 – et sans une augmentation spectaculaire de ce taux d'emploi, l'objectif d'un taux d'emploi global de 70% restera impossible à atteindre. De même, la progression vers l'objectif d'un taux d'emploi des femmes de 60% s'est ralentie. L'objectif du taux d'emploi féminin pour 2005 est de 57% alors que pour la même année, l'objectif du taux d'emploi global est de 67%. Le taux de chômage des jeunes qui atteint 18,7%, représente près du double du taux de chômage total.
- **Améliorer la qualité et la productivité au travail** : La croissance de la productivité du travail a connu une baisse spectaculaire, alors que les progrès en matière d'amélioration de la qualité du travail sont mitigés (le nombre d'accidents du travail reste élevé et les progrès sont inégaux). Il semblerait que les synergies entre qualité du travail et productivité ne soient pas entièrement exploitées.
- **Renforcement de la cohésion et de l'intégration sociales** : la récession économique a mis à jour les problèmes d'intégration sociale. Les disparités en matière d'emploi et de chômage restent très grandes, non pas seulement entre les états membres mais également entre les régions elles-mêmes. Certains pays comme le Royaume-Uni, la Pologne et le Danemark ont révélé des inégalités croissantes en terme de salaires dans les années 1990, alors que d'autres pays comme la France ont montré la tendance opposée.⁴ Sur les 92 millions d'inactifs (enquête de 2004), au moins 14% (soit 13 millions de personnes) souhaitaient et étaient capables de travailler. Ces personnes inactives, dont l'âge est compris entre 15 et 64 ans, ni ne travaillent ni ne sont enregistrés au chômage. Ils sont en dehors du marché du travail pour des raisons d'éducation, de formation, parce qu'ils ne recherchent pas de travail, pour des problèmes de responsabilité familiale ou encore en raison de handicaps.
L'élargissement de l'Europe avec l'admission de 10 nouveaux Etats Membres en 2005 – soit le plus important élargissement de l'Union européenne et le cinquième depuis 1973⁵– a accru la complexité et la diversité des situations dans toute l'Union européenne, tout particulièrement dans le domaine des performances en matière d'emploi et de chômage au niveau national comme au niveau régional. Faciliter l'accès à un emploi de qualité, y compris l'accès à la formation, et la possibilité de disposer d'un revenu qui permette de participer totalement au monde du travail et à la vie dans la société sont des éléments indispensables au mécanisme d'intégration sociale.

La Commission a présenté dans le cadre de son Rapport du printemps 2005 au Conseil européen une nouvelle approche concernant la Stratégie de Lisbonne. Cette approche doit être plus axée sur la croissance et les emplois et propose d'établir un nouveau type de partenariat avec les Etats Membres afin d'intensifier leur engagement en faveur d'une stratégie d'emploi européenne.⁶ La Commission a également décidé de faire porter

³ Ibid., p. 2.

⁴ See "New EU report shows active labour policy can increase employment rate despite low growth", European Commission, Employment, Social Affairs & Equal Opportunities (newsboard), Bruxelles, 19/10/2005, http://europa.eu.int/comm/employment_social/emplweb/news/news_en.cfm?id=81.

⁵ Directorate-General for Press and Communication, "More unity and more diversity. The European Union's biggest enlargement" (manuscrit terminé en novembre 2003), <http://europa.eu.int/comm/publications/booklets/move/41/en.pdf>.

⁶ Pour davantage d'informations sur la transposition de la Directive de "Lisbonne" (State of play 1/06/2005) see http://europa.eu.int/growthandjobs/pdf/transposition_directives_en.pdf.

ses efforts sur deux domaines principaux : la productivité et l'emploi. Afin de simplifier les choses et de disposer d'une stratégie plus cohérente, il serait préférable d'avoir seulement un programme de croissance au niveau national et un programme de croissance au niveau européen.⁷

2.2 Les marchés du travail nationaux (Partenaires d'Ergo-in-Net)

Les informations relatives au marché du travail des pays concernés par le projet : – la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Pologne – seront présentées, comme indiqué ci-dessus, dans le cadre de synthèses systématiques utilisant les critères de vérification des données suivants :

- o Courte description;
- o Différences régionales ;
- o Réformes juridiques ;
- o Pénurie de main d'œuvre ;
- o Excès de main d'œuvre ;
- o Personnes âgées de moins de 25 ans;
- o Personnes âgées de plus de 55 ans;
- o Femmes ;
- o Origines des aides financières ;
- o Réseaux destinés aux demandeurs d'emploi ;
- o Postes vacants ;
- o Informations économiques ;
- o Ministère du Travail (adresse);
- o Sources sur le marché du travail en Europe.

⁷ European Commission, "A new start for the Lisbon Strategy", Growth and Jobs, http://europa.eu.int/growthandjobs/intro_en.htm.

Le marché du travail en FRANCE

Informations Générales	Courte description	La situation du marché du travail en France est actuellement difficile. Pendant plus ou moins 30 ans, la France a dû faire face à des problèmes constants de chômage concernant un grand nombre de personnes (<i>chômage de masse</i>). Le taux de chômage structurel est principalement dû à un taux élevé de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans. Il existe un autre phénomène appelé <i>chômage de longue durée</i> : qui correspond à plus d'une année, voir pire, plus de deux ans de chômage (concerne principalement les personnes âgées de plus de 55 ans). La période de chômage est étroitement liée aux qualifications personnelles. Près de quatre millions de personnes sont assistées par différents programmes d'aides sociales ou de subventions. Près de 800 000 jeunes se trouvent dans une situation très précaire et connaissent un grand nombre de difficultés pour trouver un travail. En juillet 2005 le taux de chômage atteignait 10,1%.
	Différences régionales	Les régions les plus affectées par le chômage de 12 à 13% (et plus) : la région Provence-Alpes Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Région Nord Pas-de Calais. Quelle que soit la taille de la circonscription administrative ou de la ville, la situation des jeunes âgés de moins de 25 ans est presque identique. Pour la même tranche d'âge, lorsqu'il s'agit de jeunes hommes, il leur est conseillé de rechercher du travail dans les zones plus petites, dans les régions rurales ou dans les villes de moins de 20 000 habitants. Toutes générations confondues : il est moins difficile de trouver du travail dans les régions de moins grande taille, même dans les régions rurales que dans les grandes villes. Pour les hommes, ce phénomène semble assez manifeste étant donné que le taux de chômage peut aller de 6,2% à 11,4% dans les grandes villes (plus de 20 000 habitants). Pour les femmes, il peut atteindre 9,6 % dans les régions rurales et atteindre les 12,2% dans les grandes villes (plus de 200 000 habitants). Il est possible de trouver plus d'informations sur le site Internet EURES, au chapitre "Vivre et Travailler" (un chapitre pour chaque région française).
	Réformes juridiques	Depuis presque 30 ans, les différents gouvernements ont essayé de réduire le taux de chômage et ont mis en place de nombreux programmes. Le plus récent d'entre eux est appelé <i>Plan de Cohésion Sociale</i> , et a été lancé au début de l'année 2005 (Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement). Se reporter au lien www.cohesionsociale.gouv.fr/UserFiles/File/Depliant_Cohesion.pdf . Été 2005, le gouvernement a lancé un nouveau contrat d'emploi appelé " <i>contrat de professionnalisation</i> " (pendant une période d'essai de deux ans, l'employeur est libre de renvoyer l'employé). Plus d'information sur www.travail.gouv.fr/dossiers/CNE .
Marché travail employeurs	Branches avec pénurie de main d'œuvre	Le secteur du Bâtiment et de la construction, plus précisément : la maçonnerie, électricité / Hôtellerie et restauration : cuisiniers, serveurs/ Industries métallurgiques : soudeur / Secteur des transports : chauffeurs routiers / Secteur de la santé, domaine social : infirmières, aides soignantes, aides aux personnes âgées. Médecins spécialistes ainsi que les médecins généralistes et les professions paramédicales dans les régions rurales / Secteur du commerce : représentants. /Travaux saisonniers : vendangeurs et récolte des fruits et légumes / Les offres d'emploi proviennent principalement des petites et moyennes entreprises (PME).
	Branches avec excès de main d'œuvre	Difficultés de recrutement constatées dans le secteur de l'informatique, de l'industrie électronique et de la microélectronique, dans la logistique et les transports, les professions paramédicales dans les grandes villes comme Paris, Marseille, Lyon.
Marché travail employés	Personnes Agées de – de 25 ans	24% de la population active âgée de moins de 25 ans sont des demandeurs d'emploi (en Europe 55% des jeunes ont un travail pour seulement 26% en France). Près de 150 000 jeunes terminent leurs études sans aucune qualification. Il existe ainsi un certain nombre de contrats subventionnés par l'état et de mesures spécifiquement destinées à ces jeunes. Même pour des élèves ayant un haut niveau de qualification, le temps d'attente avant de trouver un emploi peut être de 6 mois ou plus (néanmoins : plus le niveau de qualification est élevé, plus l'entrée dans la vie active est simplifiée). La plupart d'entre eux commencent par effectuer des missions temporaires ou des "stages".

	Personnes âgées de + de 55 ans	Pendant une longue période, chaque fois qu'une entreprise devait licencier, les employés les plus âgés se voyaient proposer une pré-retraite (perception d'une allocation correspondant généralement à environ 80% du salaire jusqu'à la date réelle de la retraite et sans travailler). Ces mesures étaient alors largement soutenues par le gouvernement. Néanmoins, il a été récemment observé que le coût de ces mesures était très élevé et que le savoir faire et les compétences de ces personnes étaient définitivement perdues pour la société. En 2003, le taux d'emploi pour les personnes âgées entre 55 et 64 ans était de 36,8%, (la France se trouve en dernière position des pays européens ; l'objectif de l'UE est d'atteindre 50% en 2010). Toutefois, les choses commencent progressivement à changer : certaines compagnies choisissent aujourd'hui d'embaucher des personnes plus âgées sur une base volontaire. Les chômeurs de longue durée bénéficient de contrats spécifiques dans le cadre du programme de cohésion sociale, tels que les contrats CI-RMA (<i>Contrat d'insertion revenu minimum d'activité</i>).
	Femmes	Le taux d'emploi des femmes est de 11,10%, et de 9% pour les hommes (INSEE 2004). Les femmes représentent 45,9% de la population active, 76,4% des études littéraires et 27,8% des études scientifiques. 29,8% des femmes travaillent à temps partiel, pour 5,4% des hommes (INSEE 2003). Une femme sur dix seulement est chef d'une grande entreprise. Seules 13,7% des femmes sont des chefs d'entreprise et 34,4% des femmes sont des cadres ou exercent des professions intellectuelles. Elles sont principalement représentées dans la catégorie des employées de bureau et des professions intermédiaires. Plus d'information sur : www.femmes-egalite.gouv.fr/se_documenter/les_reperes/docs/chomage0704.pdf (taux de chômage des femmes). www.femmes-egalite.gouv.fr/grands_dossiers/dossiers/egalite_en_entreprise/docs/depliant.pdf www.femmes-egalite.gouv.fr/ www.infofemmes.com/
Principales ressources	...Aides financières	Il existe un système d'assurance chômage (voir le chapitre "Aspects juridiques"), mais il concerne uniquement les personnes ayant été licenciées et qui présentent des critères spécifiques (jours travaillés, contributions à la sécurité sociale, etc.). Plus d'informations sur le site Internet des <i>Assedic</i> , l'organisme qui collecte et qui paye l'assurance chômage, à l'adresse suivante www.assedic.fr . Explications sur le système français en anglais, espagnol, en allemand et en français sous : www.assedic.fr/unijuridis/travail/pdf/Ntc266.pdf ; www.assedic.fr/unijuridis/travail/pdf/Ntc268.pdf www.assedic.fr/unijuridis/travail/pdf/Ntc267.pdf ; www.assedic.fr/unijuridis/travail/pdf/Ntc265.pdf
	...Réseaux pour les demandeurs d'emploi	Agences pour l'emploi, agences pour l'emploi des cadres, agences pour l'emploi pour les jeunes de 16 à 26 ans (<i>missions locales</i> ou PAIO), AFIJ (Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés). (voir également le chapitre "Mise en réseau").
	...Postes vacants	www.anpe.fr ; www.apec.fr ; www.afij.org ; www.apecita.com (agriculture et secteur de l'agroalimentaire). Pour un annuaire recensant tous les principaux sites présentant des offres d'emploi se reporter à : www.crefac.com .
	Informations économiques	<i>Courrier cadres</i> : informations utiles pour les cadres sur www.apec.fr . Magazines économiques : www.lexpansion.com (présente un classement des entreprises les plus dynamiques de France); www.lentreprise.com ; www.usinenouvelle.com . Quotidiens : www.lemonde.fr ; www.lesechos.fr (bourse économique); CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) : www.cereq.fr/publicpoleofexpertise.htm ; réseau CARIF sur www.intercarif.org .

	Ministère de l'Emploi	Ministère de l'Emploi, du Logement et de la Cohésion Sociale sur : www.travail.gouv.fr . Site Internet très complet sur les informations relatives au Ministère ; communications récentes du Ministère ; informations pratiques sur différentes questions concernant l'emploi ; formulaires administratifs de subventions et d'aides (peuvent être téléchargés) ; statistiques sur l'emploi ; tous les services à un niveau local et toutes les offres d'emploi du Ministère lui-même (recrutement à partir de concours proposés à tous les citoyens de l'UE). Questions thématiques également : apprentissage ; jeunes ; Fonds Social européen ; VET ; Cohésion Sociale ; Validation des acquis de l'expérience (VAE).
	le Marché du travail en Europe	Pour un réseau spécifique consacré aux offres d'emploi à l'étranger, dépendant de l'ANPE et du Ministère des Affaires Etrangères, voir le site Internet : www.emploi-international.org .

Le marché du travail en ALLEMAGNE

Informations générales	Courte description	<p>Le taux de chômage en Allemagne avec ses 8,3% est le plus élevé de l'Union européenne. La hausse brutale des chiffres du chômage à partir de 2005 est principalement due au fait que davantage de personnes, en particulier les anciens bénéficiaires de mesures de soutien financier et qui reçoivent maintenant les allocations chômage de classe-II, sont désormais comptabilisées comme chômeurs. Ceci signifie que les personnes qui étaient auparavant comptés dans la main d'œuvre de réserve potentielle sont maintenant considérés comme des chômeurs inscrits. Ainsi, les statistiques du marché du travail incluent davantage de jeunes chômeurs, de personnes âgées au chômage et des personnes faiblement qualifiées. En moyenne, les personnes sans emploi en Allemagne restent sans emploi plus longtemps que dans les autres pays (chômage de longue durée). Le marché du travail allemand n'est pas suffisamment dynamique. La procédure de placement des demandeurs d'emploi est trop longue et trop compliquée. Les systèmes de chômage parallèles et les prestations de sécurité sociale représentent une solution coûteuse.</p>
	Différences régionales	<p>Les Etats Fédéraux de Bavière, du Bade-wurtemberg et de la Hesse appartiennent à des régions (<i>Länder</i>) dans lesquelles le marché du travail est en bonne santé en Allemagne de l'Ouest. En Allemagne de l'Est, c'est la Thuringe qui enregistre les taux de chômage les plus bas. La Sarre et Brême présentent en revanche un marché du travail difficile. Ce dernier <i>lander</i> à enregistré le plus haut taux de chômage en Allemagne de l'Ouest. Les régions du Mecklenbourg-Poméranie occidentale et de la Saxe représentent les régions avec le taux de chômage le plus élevé en Allemagne de l'Est. Pour des statistiques régionales actualisées, (en anglais et en allemand) consultez le site Internet des Bureaux Statistiques de la République Fédérale et des Lander à l'adresse suivante : www.statistik-portal.de/Statistik-Portal/en/en_jb02_jahrtab13.asp.</p>
	Réformes juridiques	<p>En 2003, le Gouvernement Fédéral a lancé une réforme complète s'inscrivant dans le programme de 2010 et qui va proposer des réductions des coûts salariaux indirects, d'importantes réductions fiscales, des mesures incitatives en faveur de l'investissement et de la suppression des pesanteurs bureaucratiques. En 2005, le Gouvernement Fédéral a mis en place un certain nombre de lois destinées à moderniser le marché du travail ("Hartz Laws") et à créer de nouvelles opportunités en matière d'emploi par l'intermédiaire d'Agences de Services Personnelles, d'Agences pour l'emploi, le modèle du "mini-job" etc. (Ces mini-jobs sont souvent des emplois partiels et avec une rémunération mensuelle maximum de 400 €. Pour les employés, ces salaires ne sont sujets à aucune taxe ou autre cotisation sociale). Pour les chômeurs de longue durée, c'est à dire les personnes qui sont sans activité professionnelle depuis au moins un an, le Gouvernement Fédéral a mis en place un programme spécial intitulé "Travail pour les chômeurs de longue durée". La "Loi sur le temps partiel et les contrats d'embauche à durée déterminée" est un outil destiné à améliorer la flexibilité des employés et des entreprises. En permettant aux employeurs de répondre avec une certaine flexibilité aux nouvelles tendances et aux nouvelles demandes du marché du travail, il s'agit d'une contribution vers la sécurité du travail et vers une relance de l'emploi.</p>
Marché travail employeurs	Branches avec pénurie de main d'œuvre	<p>Les hôpitaux, cabinets d'architecte, l'industrie du logiciel et les établissements de recherche et de développement recherchent actuellement du personnel. Les hôpitaux recherchent des spécialistes dans les domaines de la chirurgie, de la médecine interne, de la gynécologie, orthopédie, anesthésie dans le domaine des soins intensifs. Le temps moyen avant que les postes ne soient pourvus est actuellement en train d'être dépassé dans le secteur du recrutement des informaticiens, ingénieurs aéronautiques, ingénieurs en construction et en soudure et ingénieurs en mécanique. Les offres d'emploi dans le domaine des consultants pharmaceutiques et des médecins n'ont pas été satisfaites rapidement non plus. Les ingénieurs dans l'industrie ; en construction et en soudure ainsi que les diplômés en ingénierie automobile, en technologies de la communication et en ingénierie mécanique. Ingénieurs en électricité spécialisés dans les techniques médicales ; ingénieurs diplômés spécialisés dans les technologies numériques ; diplômés en physique appliquée ; informaticiens et programmeurs.</p> <p>Pour des informations statistiques actualisées, consulter l'adresse suivante : www.destatis.de/indicators/d/lrerwueb.htm.</p>

	Branches avec excès de main d'œuvre	Cuisiniers, vendeurs, infirmières, ouvriers métallurgistes, jardiniers. Traders diplômés, diplômés en gestion d'entreprise, Pour davantage d'informations, se référer aux statistiques de l'Agence Fédérale pour l'emploi à l'adresse suivante : www.pub.arbeitsamt.de/hst/services/statistik/detail/a.html .
Marché travail employés	Personnes Agées de – de 25 ans	Le taux de chômage des personnes âgées de moins de 25 ans est très élevé, il est en fait d'environ 14,5% (oct. 2005). Le programme "Jump plus" est destiné aux jeunes bénéficiaires de l'aide sociale et de prestations d'assurance chômage âgés entre 15 et 25 ans. Ce programme offre des opportunités en matière de qualification et d'emploi. Les jeunes sans emploi vont recevoir une aide spéciale de l'Agence Fédérale pour l'Emploi avec des mesures de formation en vue d'améliorer leurs compétences. Mise à jour régulière des informations statistiques sur le Site Internet de l'Office Fédéral de Statistique à l'adresse suivante : www.destatis.de/indicators/d/arb430ad.htm .
	Personnes âgées de +de 55 ans	Le taux de chômage des employés plus âgés a atteint son plus haut niveau en 2003, mais il restait moins élevé que la moyenne des pays de l'UE. L'objectif consistant à augmenter le taux d'emploi des employés plus âgés (dont l'âge est compris entre 55 et 65 ans) représente un véritable défi pour l'ensemble de la société. Offrir aux employés la possibilité d'améliorer leurs compétences et éliminer les déficits de qualification représentent la clé de voûte d'une politique active du marché du travail.
	Femmes	La "Loi sur le temps partiel" est destinée principalement aux femmes qui souhaitent combiner plus harmonieusement activités professionnelles et vie de famille. Le nombre d'employés à temps partiel a augmenté pour atteindre environ 7,2 millions en 2003. Le taux de chômage des femmes à la fin de l'année 2005 était de 8,7%, ce qui révèle une légère diminution par rapport aux années 2003 et 2004. Cette augmentation continue du taux d'emploi des femmes au cours de ces dernières années semble persister, cette tendance semble même se confirmer montrant ainsi que le taux de chômage des femmes en Allemagne est inférieur à celui des hommes.
Principales ressources	...Aides financières	Les réformes mentionnées plus haut ont permis la mise en place d'un système d'aide spéciale en faveur de la création de nouvelles entreprises-avec système de financement provisoire et soutien au démarrage d'entreprises individuelles (Ich-AG or Me plc). Le programme "Capital pour du Travail" offre une aide financière pouvant atteindre 100 000 € en vue d'aider les petites et moyennes entreprises à embaucher des demandeurs d'emploi de façon permanente. A partir de mars 2004, une extension du programme intitulé "Capital pour le Travail et les Investissements" va amener des investissements afin de créer de nouveaux emplois et/ou de conserver les emplois existants. La promotion et le soutien des nouvelles entreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises existantes se poursuit à un rythme élevé en Allemagne. Les indemnités de chômage représentent une prestation mensuelle correspondant à 67% du dernier salaire net du bénéficiaire. Les allocations de chômage sont versées pendant une période de 6 à 32 mois, en fonction de l'âge du bénéficiaire et du nombre d'années de cotisation au système d'assurance chômage. Après une enquête sur les ressources et une enquête sur les biens, à la fois du demandeur et de son épouse, les allocations de chômage peuvent être versées comme prestation complémentaire.
	...Réseaux pour les demandeurs d'emploi	Contactez en priorité les Agences Fédérales Allemandes pour l'Emploi (178 Agences locales dans tout le pays) : www.arbeitsagentur.de . Voir aussi les adresses utiles dans le chapitre "Mise en réseau".

...Postes vacants	<ul style="list-style-type: none"> – Agence Fédérale pour l'Emploi : www.arbeitsagentur.de (link: <i>Arbeit- und Ausbildungssuchende</i>; link: <i>Stellenangebote suchen</i>). – Agences de recrutement privées (autorisées depuis 1994) : Informations par l'intermédiaire de l'Association Fédérale pour le Recrutement Privé (<i>Bundesverband Personalvermittlung e.V.</i>) at www.bpv-info.de. – Marché du travail en ligne : www.stepstone.de, www.jobpilot.de, etc. Pour une liste exhaustive, voir : www.stellenboersen.de/stellenboersen/bundesweit.
Informations économiques	<ul style="list-style-type: none"> – Institut pour la Recherche d'Emploi (IAB, Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung, www.iab.de.) il s'agit de l'Institut de recherche de l'Agence Fédérale pour l'Emploi qui fournit des informations et des données chiffrées concernant le marché du travail et l'économie. – Office Fédéral de la Statistique (informations et statistiques en anglais !): http://www.destatis.de/themen/e/thm_erwerbs.htm – Autres instituts de recherche : Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (www.diw-berlin.de); Finanzwissenschaftliches Forschungsinstitut an der Universität zu Köln (www.wiso.uni-koeln.de/finanzfors); ifo Institut für Wirtschaftsforschung (www.ifo.de); Institut der deutschen Wirtschaft Köln (www.iwkoeln.de). Pour une liste complète des instituts de recherche en Allemagne, se référer à : www.deutschland.de/rubrik.php?lang=1&category1=20&category2=58&modus=versenden&aktion. – Journaux : Das Handelsblatt (www.handelsblatt.com); Die Wirtschaftswoche (www.wirtschaftswoche.de); Frankfurter Allgemeine Zeitung (www.faz.net) entre autres...
.....Ministère de l'Emploi	<p>Bildungsministerium für Wirtschaft und Arbeit Scharnhorststr. 34-37 10115 Berlin Postanschrift: 11019 Berlin Téléphone : +49 1888 615-0 Téléfax: +49 1888 615-7010 E-mail: info@bmwa.bund.de Site Internet : www.bmwa.bund.de/Navigation/ministerium.html</p>
...le Marché du travail en Europe	<p>EURES: http://europa.eu.int/eures Eurostat: http://epp.eurostat.cec.eu.int Eurostat : (OECD: www.oecd.org (Statistiques sur les problèmes économiques et sociaux, données de macro-économie, sur les métiers, l'enseignement, le développement, les sciences et l'innovation) ILO: www.ilo.org</p>

Le marché du travail en ITALIE

Informations générales	Courte description	La situation générale en Italie montre une tendance positive : le taux d'emploi est de 57,1% et le taux de chômage est lui de 8,2% pour le premier trimestre de l'année 2005 (le taux de chômage moyen pour 2004 est de 8%). Le nombre de personnes employées est de 22 373 000, ainsi l'augmentation sur une base annuelle est de 1,4%. Le taux de chômage présente de très fortes disparités territoriales (voir le paragraphe ci-dessous), mais aussi des disparités en terme de génération (en fait le taux de chômage des jeunes âgés de moins de 25 ans est de 24%, principalement dans les régions du sud du pays) ainsi que des disparités en terme de sexe (un pourcentage élevé de femmes dans les régions du Sud a décidé d'abandonner la recherche d'emploi).
	Différences régionales	Les disparités territoriales sont donc l'une des principales caractéristiques du marché du travail en Italie : les régions du nord-ouest et du nord-est sont les régions en tête en matière d'emploi. Les régions du sud ont un taux de chômage moyen de 15%, qui peut être encore plus élevé parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans. Les régions du Nord présentent un taux de chômage moyen de 4,5% et les régions centrales de 6,5%.
	Réformes juridiques	La <i>Biagi Reform</i> a eu lieu en 2003 en application de la loi n° 30. Elle est entrée en vigueur avec la DLGS n° 276 la même année. Cette réforme donne un nouveau cadre au marché du travail en Italie, en modifiant les services publics pour l'emploi, les types de contrats et la protection du travail.
Marché travail employeurs	Branches avec pénurie de main d'œuvre	Secteur paramédical : infirmières diplômées et kinésithérapeutes / Secteur des technologies de l'information : ingénieurs spécialisés en électronique / travailleurs manuels : soudeurs qualifiés, charpentiers, forgerons, électriciens, ouvriers de fonderie / Secteur tertiaire : cuisiniers, aides vendeurs et serveurs.
	Branches avec excès de main d'œuvre	Les plus difficiles à réintégrer sont les ouvriers âgés de plus de 50 ans en "CIG" ou <i>mobilità</i> , les ouvriers non qualifiés, les femmes ayant connu une période d'inactivité, principalement sans formation spécifique ou sans compétences professionnelles.
Marché travail employés	Personnes Agées de – de 25 ans	Les jeunes âgés de moins de 25 ans passent en général 19 mois à trouver un emploi. Le taux de chômage moyen pour les jeunes âgés de moins de 25 ans est de 24%, mais il se caractérise par de très fortes disparités territoriales : 10-15% au Nord et 39,2% au Sud. Le marché du travail pour les jeunes se caractérise également par un pourcentage élevé de "contrats atypiques" et de travaux temporaires. La <i>Biagi Reform</i> propose des aménagements aux entreprises qui embauchent des moins de 25 ans.
	Personnes Agées de + de 55 ans	En Italie, seulement 31% des personnes âgées de plus de 55 ans travaillent toujours, principalement dans l'administration publique, dans le secteur de l'agriculture et du commerce. L'un des principaux problèmes est l'exclusion du système des personnes de plus de 45 ans (trop jeunes pour la retraite et trop vieilles pour être de nouveau embauchées). La <i>Biagi Reform</i> a lancé des programmes d'action destinés aux plus de 45 ans, afin de promouvoir leur réintégration sur le marché du travail.
	Femmes	Le taux de chômage des femmes est de 10,3%, le pourcentage de femmes actives est de 41,9%, ainsi l'écart entre les hommes et les femmes est d'environ 30 points. Le pourcentage de femmes employées de plus de 50 ans et travaillant encore est seulement de 16,9%. L'une des principales caractéristiques est le poids de la famille, qui affecte principalement les femmes : en fait, seulement 50 femmes sur 100 travaillent si elles ont des enfants. La ségrégation à l'encontre des femmes pour les secteurs et les carrières est également liée à la présence de différences en terme de salaires.
pales resso	Aide financière	Dans le système de sécurité sociale, il existe une aide financière pour les personnes au chômage, mais il s'agit d'une aide économique qui concerne uniquement ceux qui ont été licenciés et qui présentent des critères spécifiques (journées travaillées, contribution au système de sécurité sociale, etc.). Pour les entreprises qui connaissent des difficultés temporaires, il existe un revenu de substitution au salaire appelé <i>cassa integrazione guadagni</i> .

Réseaux pour les demandeurs d'emploi	Centres d'emploi publics, centres de formation professionnelle, services sociaux (se référer au chapitre "Mise en réseau").
Postes vacants	Centres d'emploi publics, Agences de travail temporaire, offres d'emploi dans les journaux, portail Internet www.bollettinodellavoro.it ; www.corriere.it/lavoro et www.jobtel.it .
Information économiques	www.ilsole24ore.com ; www.italiaoggi.it ; www.milanofinanza.it ; www.italialavoro.it .
...Ministère de l'Emploi	www.welfare.gov.it
...Le marché du travail en Europe	http://europa.eu.int/eures ; www.centrorisorse.org ; www.welfare.gov.it/euopalavoro .

Le marché du travail au ROYAUME-UNI

Informations générales	Courte description	<p>Le taux de chômage au RU est l'un des plus bas de l'OCDE. Pour l'année 2003, le RU a connu un taux d'emploi global de 74,7% (79,2% pour les hommes et 69,8% pour les femmes) ainsi qu'un taux de chômage global de 5% (5,6 pour les hommes et 4,4% pour les femmes). En Automne 2004, 27,9 millions de personnes travaillaient au RU. Parmi les secteurs moteurs de l'emploi, on trouve le commerce de gros et le commerce de détail ; la confection ; le secteur de la santé et du social ; l'immobilier, la location et les activités commerciales (y compris les technologies de l'information et les services professionnels)- qui comptent pour plus de la moitié de la population active au RU.</p>
	Différences régionales	<p>Le RU compte près de 60 millions d'habitants et est composé de 9 régions anglaises (le Nord Est, le Nord Ouest, le Yorkshire et Humberside ; les East Midlands ; les West Midlands; l'Est de l'Angleterre; le Sud Ouest ; le Grand Londres, le Sud Est), de l'Irlande du Nord, de l'Ecosse et du Pays de Galles. Toutes les régions de l'Angleterre et des Administrations déléguées possèdent des secteurs présentant un fort taux d'emploi et un fort taux de chômage, d'ailleurs souvent proches les uns des autres. Les taux de chômage les plus élevés se trouvent dans des secteurs géographiques relativement limités, le plus souvent de la taille de quartiers d'administration locale ou de plus petite taille. On trouve ces concentrations dans les régions rurales ainsi que dans les plus grandes villes.</p> <p>Cependant cette tendance présente à l'échelle du RU un certain nombre de variations entre les régions anglaises, l'Ecosse et le Pays de Galles. Les taux de chômage en Ecosse (5,4 %), dans le Nord Est (6,5 %) et, plus notablement, Londres (7,1 %) sont significativement plus élevés que la moyenne nationale.</p> <p>Il existe juste un peu plus de 10 points de pourcentage de différence entre le taux d'emploi le plus bas (68,5 %), dans le Nord Est et le taux d'emploi le plus élevé (78,9 %) dans le Sud est.</p>
	Réformes juridiques	<p>Un certain nombre d'initiatives ont été prises afin d'améliorer l'emploi. Mesures actives et préventives destinées aux chômeurs et aux inactifs, y compris la modernisation des "New Deals" – Le "Newdeal" est une composante majeure de la stratégie du gouvernement visant à faciliter la réinsertion des chômeurs dans la population active. Des réformes existent désormais en vue d'aider les familles monoparentales et les couples. Il y a eu un processus de modernisation nationale des Services de soutien à l'Emploi Public venant du Fonds Social Européen. Davantage d'aides sont disponibles pour la création d'entreprises et le soutien de l'esprit d'entreprise, des petites entreprises et des femmes chefs d'entreprises. Le développement du <i>Capital Humain</i> et de l'Apprentissage tout au long de la vie sont favorisés tout comme le vieillissement actif. Les inégalités en matière de sexe sont abordées et un meilleur soutien pour les femmes ayant des enfants est proposé. Des actions sont actuellement engagées pour promouvoir l'intégration et pour combattre la discrimination à l'encontre des personnes présentant un handicap sur le marché du travail. Le salaire national minimum a fait l'objet d'une augmentation et il existe des mesures de crédits d'impôts pour les personnes ayant un enfant à charge et pour les personnes qui travaillent. Des actions ont commencé à être engagées contre les employeurs ayant un comportement collusoire afin de régulariser les formes de travail non déclaré et en faire de vrais emplois. Le Fonds structurel européen est mis à contribution pour s'attaquer aux disparités d'emploi existant au niveau régional.</p> <p>Les réformes visent à améliorer la formation des travailleurs et à proposer des formations de reclassement. Les employeurs sont désormais consultés afin de voir où sont les lacunes en matière de compétences. Les employeurs sont également encouragés à former de façon continue leurs employés.</p> <p>"Learndirect" est un service en ligne disponible pour le public qui souhaite avoir des informations et des conseils sur l'optimisation des compétences et /ou les possibilités de recyclage. Pour s'attaquer de front aux racines de l'inactivité, il convient d'encourager les jeunes à rester dans le système éducatif ou de formation après l'âge de 16 ans. Il existe maintenant davantage d'aides financières, et de meilleures formations sont suivies par les travailleurs sociaux qui ont à faire avec les chômeurs ou tout simplement avec les personnes employées qui souhaitent des informations ou des conseils d'ordre professionnel.</p>

Marché travail employeurs	Branches avec pénurie de main d'œuvre	Professions médicales, secteur de la sécurité, conducteurs de machines, conducteurs, agents de nettoyage, cuisiniers, personnels de santé travaillant dans des institutions, vendeurs et démonstrateurs, travailleurs sociaux, réceptionnistes et préposés aux renseignements, professionnels et assistants d'enseignement dans l'enseignement primaire.
	Branches avec excès de main d'œuvre	La demande de main d'œuvre dans les secteurs de la fabrication, dans le secteur de l'agriculture et de l'énergie a diminué. Dans une moindre mesure, les secteurs du bâtiment, du transport et de la communication, de la banque et activités d'artisans qualifiés sont également sur le déclin. Ces secteurs sont généralement affectés par le ralentissement de l'activité économique, lorsque les licenciements / et licenciement économiques ont lieu.
Marché travail employés	Personnes Agées de – de 25 ans	Les différences au niveau de l'emploi sont sensiblement marquées selon qu'il s'agit de jeunes hommes ou de femmes. Le taux d'emploi des hommes de + de 16 ans est resté largement identique (jusqu'à 9,00 sur l'année) alors que l'emploi des femmes atteignait jusqu'à 142 000. On a observé également une chute du taux d'emploi chez les 16-17 et 18-24 ans (également chez les 25-34 ans). L'apprentissage par le travail inclut les systèmes d'apprentissage et le programme <i>Entry to Employment</i> ou E2E ("Accès à l'Emploi"), domaines dans lesquels une aide financière est prévue.
	Personnes Agées de + de 55 ans	Le taux d'emploi du RU pour les groupe d'âges 55 à 64 ans est de 56,2% (65,4% pour les hommes et 47,3% pour les femmes). Le RU s'attaque aux problèmes rencontrés par les travailleurs de plus de 50 ans pour rester ou pour se réinsérer sur le marché du travail. Le programme du Gouvernement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> • Ambition d'atteindre un taux d'emploi global de 80 pour cent, en comptant un million de travailleurs plus âgés supplémentaires • Lutte contre la discrimination selon l'âge dans la loi sur l'emploi de 2006 • Améliorer la campagne de sensibilisation "<i>Age Positive campaign</i>" de lutte contre la discrimination selon l'âge afin d'aider les employeurs à changer d'attitude • Nouvelles règles en matière de retraites afin d'inciter les personnes à rester actives • Meilleures informations et meilleurs conseils d'orientation, de façon à ce que les personnes puissent se recycler et projeter d'autres carrières professionnelles et prévoir leur retraite • Elargir les possibilités d'apprentissage pour les personnes plus âgées de façon à les aider à rester dans le monde du travail • Nouveaux droits pour les travailleurs sociaux • Réforme du Régime d'invalidité, afin d'aider les personnes à retrouver le monde du travail • Soutien aux chômeurs afin de les aider à trouver du travail et à se recycler.
	Femmes	Le taux global d'emploi pour les femmes au RU s'est amélioré au fil du temps et avec un pourcentage de 68,8% à la fin de l'année 2003, il fait partie des taux d'emploi les plus élevés dans l'UE. Les politiques du RU relatives à cette directive et qui cherchent à lutter contre la discrimination hommes/femmes dans le cadre professionnel, s'intéressent tout particulièrement au problème de discrimination salariale et s'attaquent au problème de ségrégation professionnelle, en améliorant l'attachement au marché du travail.
pai es res sou	Aide financière	Le marché du travail s'appuie sur les agences pour l'emploi <i>Jobcentre Plus</i> ou <i>Jobcentre</i> . Les informations sont disponibles auprès du <i>Department for Work and Pensions</i> (voir le site Internet à l'adresse ci-dessous www.dwp.gov.uk).

...Réseaux pour les demandeurs d'emploi	Le marché du travail s'appuie sur les agences pour l'emploi <i>Jobcentre Plus</i> ou <i>Jobcentre</i> , agences de recrutement, sites Internet, (comme www.monster.com) et bien d'autres. Pour les jeunes, il existe le service d'orientation professionnelle (Connexions en Angleterre est destiné aux jeunes alors que les centres IAG (<i>Information, Advice and Guidance</i>) sont pour les adultes). L'Ecosse et le Pays de Galles ont des services d'orientation professionnels pour tous les âges, et les adultes en Irlande du Nord peuvent compter sur les EGSA (<i>Educational Guidance Service for Adults</i>). Se reporter également au chapitre "Mise en réseau".
Postes vacants	Bureaux pour l'emploi, agences de recrutement, sites Internet, journaux, etc.
Informations économiques	www.nomisweb.co.uk (Statistiques officielles du marché du travail pour les régions locales et nationales); www.statistics.gov.uk (Site Officiel des Statistiques au RU); www.dwp.gov.uk (Department for Work and Pensions); www.lse.ac.uk (London School of Economics); www.dti.gov.uk (Department for Trade and Industry); www.cesi.org.uk (Centre for Economic and Social Inclusion); www.sdda.org.uk (Skills Sector Development Agency); www.lsc.gov.uk (Learning Skills Council); www.dfes.gov.uk/trends (Department for Education and Skills – Tendances du marché du travail); www.jobcentreplus.gov.uk (Agences pour l'emploi); Publications comme <i>The Economist</i> et le <i>Financial Times</i> etc.
Ministère de l'Emploi	Département pour l'Emploi et les Pensions (www.dwp.gov.uk).
...Le marché du travail en Europe	ILO, EURES & OECD.

Le marché du travail en POLOGNE

Informations générales	Courte description	<p>La situation sur le marché du travail en Pologne est plutôt difficile. Cette situation est due à un taux élevé de chômage naturel, à un coût élevé du travail, à un chômage structurel et à la politique de l'état en matière de crédits et de taxes. D'après le rapport "Emploi en Pologne 2005", le faible taux d'emploi dans les services est provoqué par une faible productivité dans l'industrie et l'agriculture. Il est en fait possible d'observer certains changements positifs sur le marché du travail. Il existe davantage d'offres d'emplois, principalement dans les districts (voïvodie) de Dolnośląskie, Śląskie et Wielkopolskie, en raison des nouvelles entreprises et des entreprises en plein essor qui s'y trouvent. Ces entreprises sont à la recherche de personnes ayant un haut niveau de formation – ingénieurs, informaticiens, mais également des travailleurs qualifiés dans les secteurs du bâtiment et du commerce.</p> <p>En Août 2005, il y avait 2783 personnes au chômage enregistrées. Le taux de chômage était de 17,8%. Parmi les personnes au chômage : il y a plus de femmes que d'hommes (54,4%) ; les jeunes (jusqu'à 25 ans) représentent 22% ; il y a près de 14% de gens sans aucune qualification ; il y a 15,9% de personnes âgées de plus de 50 ans ; 67 % des personnes recherchent du travail pendant plus de 12 mois et 87,7% des gens n'ont pas le droit aux indemnités de chômage.</p> <p>Les informations statistiques actuelles sur le marché du travail sont présentées sur le site Internet suivant : www.praca.gov.pl et www.stat.gov.pl.</p>
	Différences régionales	<p>Le taux de chômage le plus élevé s'observe dans les districts (voïvodies) de Pologne du Nord : Warmińsko, Mazurskie (27%), Zachodniopomorskie (25%), Kujawsko-Pomorskie (22%) et Lubuskie (24%). Le taux de chômage le plus élevé, qui atteint près de 40%, se situe dans powiat braniewski (War-M). Ces régions sont principalement agricoles et il s'agissait de grandes fermes d'état. Au cours des processus de transformation économique, la majeure partie des travailleurs agricoles s'est retrouvée au chômage. Ces régions obtiennent également un peu d'investissements. Une situation identique peut également s'observer dans le district de Łódzkie voïvodship (tout particulièrement à Łódź et à Tomaszów Mazowiecki). L'économie de la région était essentiellement axée sur un seul type d'activité, principalement l'industrie textile. Ainsi, les processus de transformation économique combinés à l'afflux de vêtements peu chers en provenance d'Asie ont mis un grand nombre d'ouvriers au chômage. Le taux le plus bas s'observe dans le district de Malopolskie (13,7%), mais également à Mazowieckie, Podlaskie et Wielkopolskie (taux inférieur à 15%). La situation la plus favorable s'observe dans les grandes villes : Poznań (6,6%), Kraków (7,1%) et Katowice (7,2).</p> <p>Les informations statistiques actuelles concernant le marché du travail sont présentées sur le site Internet suivant : www.praca.gov.pl et www.stat.gov.pl.</p>
	Réformes juridiques	<p>Le fonctionnement du marché du travail est régulé par la "Loi sur la Promotion de l'Emploi et des Etablissements pour le marché du travail" datant du 20 avril 2004, avec des modifications ayant été introduites le 28 juillet 2005. La loi est complétée par des dispositions du Ministère. Le 1^{er} novembre 2005, un amendement de la Loi a été introduit. Cette loi... ainsi que d'autres réglementations relatives au marché du travail sont disponibles sur le site Internet : www.mgjp.gov.pl (lien sur la "Loi du travail").</p>
Marché travail employeurs	Branches avec pénurie de main d'œuvre	<p>On constate une pénurie de main d'œuvre dans les secteurs suivants : directeurs/responsables, vendeurs, ingénieurs, ouvriers de la construction, personnels de la finance, secrétaires, spécialistes en sciences sociales, professeurs de niveau d'enseignement non élémentaire, personnels de services privés et domaines de la gastronomie (soins aux personnes âgées, masseurs), informaticiens, techniciens en informatique. (Source: www.rcss.gov.pl/mzppp).</p>
	Branches avec excès de main d'œuvre	<p>En Pologne, il existe plus de 200 professions saturées : elles sont principalement associées aux niveaux d'éducation faibles à moyens. Dans ce groupe, on trouve aussi les professions artistiques, les enseignants dans une grande variété de branches : en particulier dans l'enseignement de niveau élémentaire. Les informations sont accessibles sur le site Internet à l'adresse suivante : www.rcss.gov.pl/mzppp.</p>

Marché travail employés	Personnes Agées de – de 25 ans	<p>Le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois plus élevé que le taux de chômage total. Les programmes et les établissements soutenant le début de carrière professionnelle des jeunes : “The First Job Program” (Programme pour le Premier Emploi) : permet aux diplômés de bénéficier d’une orientation professionnelle, en favorisant les emplois temporaires, les stages et le travail volontaire. Ce programme fait partie intégrante du programme socio-économique du gouvernement pour les années 2003-2005; “The First Business” (Première entreprise) : qui fait partie du “First Job Program” est composé de 3 parties : la formation, le conseil et les prêts. Structures des Voluntary Work Corps (Groupes de travail bénévoles) (informations professionnelles et conseils d’orientation pour les jeunes, existant sous la forme de Centres d’information mobiles professionnels, s’appuyant sur les Centres d’Education et de Travail existants ainsi que sur les Centres d’Education des Groupes de travail bénévoles). Développement Institutionnel des réseaux de conseil et d’orientation professionnels (Centres Scolaires de Carrière, Bureaux Académiques de Carrière). La loi oblige les Offices du travail Poviats à fournir aux jeunes au chômage de moins de 25 ans, dans les 6 mois qui suivent la date de leur enregistrement, une proposition d’emploi, d’autres emplois rémunérés, un apprentissage ou un emploi public ou subventionné.</p> <p>Les informations concernant ces programmes sont disponibles sur les sites Internet : www.mgip.gov.pl; www.1praca.gov.pl; www.ohp.pl – concerne également les Centres Scolaires de carrière</p>
	Personnes Agées de + de 55 ans	<p>La Loi sur la Promotion de l’Emploi et des Etablissements pour le marché du travail du 20 avril 2004 préconise que les services d’emploi publics adoptent certaines mesures pour soutenir les personnes plus âgées (+ de 50ans) à rentrer sur le marché du travail. Les personnes en pré-retraite doivent améliorer leurs qualifications, se recycler ou passer par des mesures de réadaptation sociale. Ceci nécessite un élargissement important des opportunités en matière d’éducation dans le secteur de l’apprentissage tout au long de la vie. Le gouvernement essaye également de soutenir l’activité des personnes plus âgées par le programme “50+”. Ce programme inclut entre autres les aspects suivants : les Offices du travail Poviats sont obligés de proposer aux personnes au cours de leurs 6 premiers mois où ils bénéficient d’indemnités de chômage : placement, autres types de travaux, formation sur le lieu de travail ; Plan d’action individuel pour les chômeurs de longue durée ; subventions pour l’emploi ; populariser les emplois de court terme etc. Informations accessibles sur le site Internet suivant : www.mgip.gov.pl/Programy/Program%2050; www.undp.org.pl/nhdr2004.</p>
	Femmes	<p>Par rapport aux hommes, les femmes en Pologne ont des qualifications relativement plus élevées et se montrent beaucoup plus intéressées que les hommes à les améliorer. Malgré cela, les femmes sont moins actives sur le marché du travail, le taux d’emploi des femmes est inférieur à celui des hommes. Les femmes travaillent plus souvent que les hommes dans le secteur public. La participation des femmes aux postes de direction élevés est relativement plus faible. Les salaires des femmes sont inférieurs à ceux des hommes. Cette discrimination hommes-femmes sur le marché du travail s’explique en grande partie par des raisons institutionnelles et par des traditions culturelles associées à l’image que se font les polonais des femmes. La fonction de mère au foyer semble l’emporter sur toutes les autres (à savoir la mère est censée s’occuper de ses enfants). Des formations professionnelles, des formations linguistiques, des aides financières à la création d’entreprise et du soutien psychologique sont proposés aux femmes au chômage, particulièrement celles ayant peu de qualifications et les femmes retournant sur le marché du travail suite à un congé maternité. Ces formations sont délivrées par les Offices du Travail Poviats, les écoles secondaires, établissements de formation et organisations à but non lucratif utilisant des financements sociaux européens.</p> <p>Des informations générales concernant la situation des femmes en Pologne sont décrites dans un rapport pouvant être consulté sur le site suivant : www.undp.org.pl/nhdr2004 et également sur le Site Internet du Centre des Droits des Femmes au : www.temida.free.ngo.pl. Informations sur le programme accessibles sur : www.mgip.gov.pl/Wiadomosci/Strona+Glowna/Europejski+Fundusz+Spoleczny+dla+kobiet.htm. Données statistiques présentées sur : www.praca.gov.pl; www.stat.gov.pl.</p>

Principales ressources	Aide financière	<p>Aide financière pour les chômeurs apportée par les Offices pour l'emploi Powiat : allocations chômage ; prêts de formation ; allocations de pré-retraite ; financements pour les employeurs. Aides financières pour les entrepreneurs : prêts, remboursements, crédits, réduction d'impôts accordés par : le Ministère de l'Economie et du Travail (www.mgip.gov.pl) ; "Micros financements" (www.funduszmikro.com.pl); Agence Polonaise pour le Développement des Entreprises (www.parp.gov.pl); Financement pour la Promotion Economique de la région de Kraków (www.fpgrk.krakow.pl); Micros Initiatives (www.iniciatywamikro.pl); Fondation pour le Développement Rural (www.fww.org.pl); Fondation pour le Développement de l'Agriculture Polonaise (www.fdpa.org.pl);</p> <p>„Programme “Votre entreprise” (Akcja „Postaw na swoim”, www.postawnaswoim.pl); Fondation du Développement de la Communauté Zelów (www.frgz.pl); Fondation Incubator (www.inkubator.org.pl); Banque de Propriété Nationale (www.bgk.com.pl); Agence de Développement Régional de Łódź (www.larr.lodz.pl); Agence de Développement Régional de Kutno (www.ark.kutno.net.pl); Association de soutien de Piotrków (www.piotrswp.republika.pl).</p>
	Réseaux pour les demandeurs d'emploi	<p>En Pologne, il existe certaines fondations et associations qui aident les gens à renouer avec le monde du travail. Ces institutions organisent des salons pour l'emploi et des ateliers aidant les demandeurs d'emploi. Ils soutiennent les initiatives en faveur de la création de nouveaux emplois, participent aux concours et bourses, coopèrent avec les bureaux du travail. Ils proposent également des conseils d'ordre psychologique et professionnel. Exemples de quelques unes de ces associations : Association des demandeurs d'emploi de Drawno (Stowarzyszenie Ludzi Bezrobotnych w Drawnie, www.republika.pl/drawnoslb/cele.htm); Mouvement pour la Protection des chômeurs (Ruch Obrony Bezrobotnych, www.rob.centrum.webpark.pl); Association des chômeurs (Dobromiejskie Stowarzyszenie Bezrobotnych, http://dsb.neostrada.pl); Centre d'Information Municipal de Ostrowiec Świątokrzyski (Gminne Centrum Informacji, www.ois.arl.ostrowiec.pl); Coalition pour le soutien en matière social et professionnel “Travailler Ensemble”, www.lodzkie.ngo.pl.</p>
	Postes vacants	<p>On peut trouver les informations concernant les offres d'emploi dans : les journaux locaux, offices du travail Powiat, Bureaux pour l'emploi, dans les offices du Travail des districts, offices du travail Powiat, Groupes de travail bénévoles, Agences privées pour l'emploi, organismes de conseils professionnels. Sites Internet : www.pracuj.pl; www.praca.gov.pl; www.gratka.pl; www.praca.wp.pl; www.pracadlaciebie.pl; www.bestoferta.pl; www.bestjob.pl; www.pracaonline.pl; www.topjobs.pl; www.webjobs.pl; www.jobpilot.pl; www.kariera.wprost.pl et bien d'autres.</p>
	Informations économiques	<p>Journaux et magazines: “Rzeczpospolita” (www.rzeczpospolita.pl); magazine “Public Service” (www.sluzbapracownicza.gov.pl); magazine “Pulse of Business” (www.pb.pl); magazine “Own Firm” (Własna Firma); Wortal pour les entreprises www.ipis.pl. Institutions : Ministère de l'Economie et du Travail (www.mgip.gov.pl); Département des statistiques (GUS, www.gus.pl); www.stat.gov.pl; Service d'information des Bureaux du Travail (www.praca.gov.pl).</p>
	Ministère de l'Emploi	<p>Ministère de l'Economie et du Travail - Trzech Krzyży Place 3/5, Warszawa - www.mgip.gov.pl Ce site Internet est composé de plusieurs parties : économie, travail, coopération sociale, entreprise, coopération avec les pays étrangers, Financements européens et autres. Chaque partie possède une multitude d'informations sur des problèmes concrets, à savoir les problèmes du marché du travail sont décrits par des définitions de base, des stratégies, des programmes, des lois, informations statistiques.</p>

	Ministère de l'Emploi	<p>Ministère de l'Economie et du Travail (Trzech Krzyży Place 3/5, Varsovie - www.mgip.gov.pl); Marché du Travail Européen (Wojska Polskiego Avenue 13, 10-172 Olsztyn, www.wsiie.olsztyn.pl); Publication juridique (Okopowa Street 58/72, 01-042 Warsaw, www.gazetaprawna.pl); www.rcie.katowice.pl; www.cie.gov.pl; www.ukie.gov.pl; www.egospodarka.pl.</p> <p>Portail Européen sur la Mobilité Professionnelle (http://europa.eu.int/eures; http://europa.eu.int/comm/employment_social/skills_mobility/index_en.htm); EURES (www.eures.praca.gov.pl); EUROPASS (http://europass.cedefop.eu.int); www.bkkk-cofund.org.pl/index.php?gr=12; Offices du Travail Powiat Sernice (www.praca.gov.pl); Centre de Ressource National pour l'Orientation Professionnelle (www.praca.gov.pl/nczpz/dokumenty.html); Centre National d'assistance en orientation professionnelle et en formation continue (NCFVCE, www.koweziu.edu.pl); Programme Socrates-Erasmus (mobilité des étudiants, www.socrates.org.pl/socrates2); Bureau pour les Equivalences Universitaires et les Echanges Internationaux (www.buwiwm.edu.pl); Institution pour l'Assurance Sociale (informations sur la protection sociale en UE, www.zus.pl); Systèmes de soins dans l'UE (www.nfz.gov.pl/ue); Ministère de l'Education Nationale (www.menis.gov.pl); Ministère de la Politique Sociale (www.mps.gov.pl); Bureau pour le rapatriement et les étrangers (www.uric.gov.pl); Institut du Travail et des Affaires Sociales (www.ipiss.com.pl).</p>
--	-----------------------	---

3. Annexes

Chiffres indicatifs du marché du travail
République Fédérale d'Allemagne
Période concernée : Mai 2005

Caractéristique	2005				Changements pour le même mois de l'année précédente			
	Mai	Avril	Mars	Février	Mai ²⁾		Avril	Mars
					absolu	in %		
PERSONNES EMPLOYEES - Moyenne mensuelle ¹⁾	...	38.839.000	38.656.000	38.554.000	164.000	0,4	...	0,4
PERSONNES EMPLOYEES BENEFICIANT DE LA SECURITE SOCIALE	26.125.900	26.092.900	-302.017	-1,1	...	-1,1
DEMANDEURS D'EMPLOI, total	6.632.002	6.672.911	6.827.419	6.801.002	907.696	15,9	15,4	16,0
Portion de PERSONNES au CHOMAGE								
- Afflux à enregistrer ce mois	502.263	593.267	590.039	698.941	-76.146	-13,2	-4,6	-7,1
Depuis le début de l'année	3.479.427	2.977.164	2.383.897	1.793.858	75.081	2,2	5,4	8,2
- d'origine secteur de travail	1.617.395	1.389.812	1.104.108	842.967	-255.327	-13,6	-12,6	-12,3
- d'origine secteur d'éducation	365.443	302.950	233.436	164.916	18.746	5,4	7,8	8,3
- Sorties ce mois	663.262	801.254	630.897	521.753	-65.379	-9,0	10,4	-13,4
Depuis le début de l'année	3.137.064	2.473.802	1.672.548	1.041.651	-289.191	-8,4	-8,3	-15,2
- d'origine secteur de travail	1.410.699	1.093.279	680.887	431.309	-16.390	-1,1	-2,5	-11,0
- d'origine secteur d'éducation	384.144	299.522	200.060	114.701	121.695	-24,1	-22,0	-27,2
- Bestand	4.806.589	4.967.592	5.175.577	5.216.434	513.442	12,0	11,8	13,8
- d'origine secteur de travail (44,3%)	2.129.790	2.258.134	2.437.783	2.501.363	-32.431	-1,5	-1,1	2,0
Femmes (45,8%)	2.199.311	2.247.419	2.273.729	2.296.241	307.355	16,2	16,0	17,3
ohne Ausbildung (38,6%)	1.854.747	1.891.877	1.934.046	1.937.068	376.669	25,5	24,7	26,2
Jeunes de moins de 25 ans(11,8%)	568.427	610.540	664.540	679.903	110.649	24,2	23,8	27,9
Parmi ceux-ci personnes de – de 20 ans(2,0%)	94.357	102.506	114.689	120.375	36.668	63,6	58,3	62,4
Personnes de 50 ans et + (25,2%)	1.209.194	1.229.512	1.253.334	1.253.891	135.701	12,6	12,8	14,1

Ce kit a été élaboré en Juin 2005 par *Ramiro Vera-Fluixa* de Bundesagentur für Arbeit (Allemagne). Il est la synthèse des rapports nationaux produits par les partenaires d'«Ergo-in-Net »